

PÉTROLE + EURO : ÉPHÉMÈRE OU DURABLE ?

Les dernières prévisions publiées par le FMI indiquent que certaines conditions pour une reprise économique sont réunies. Toutefois, Olivier Blanchard, l'économiste en chef de l'institution de Washington, précise que les séquelles de la crise restent visibles dans de nombreux pays composant la zone euro. Tour d'horizon des perspectives 2015/2016 de l'économie mondiale et focus sur l'économie de la zone euro.

Le FMI a livré, en avril dernier, ses prévisions économiques pour la période 2015/2016. Si les conditions d'une reprise de la croissance de l'économie mondiale sont manifestement réunies selon l'institution de Washington, les séquelles de la crise restent importantes et les risques nombreux. De l'aveu même de son chef économiste, Olivier Blanchard, la complexité et l'enchevêtrement des déterminants de la croissance ont atteint un tel niveau, que l'exercice de la prévision économique apparaît de plus en plus incertain. Aux forces économiques se mêlent de plus en plus des dimensions géopolitiques qui complexifient le travail du prévisionniste. Et lorsqu'elles sont réalisées, ces prévisions laissent entrevoir certes une reprise, mais aussi de fortes disparités selon les régions du monde. La zone euro, comme développé ci-après, demeure convalescente.

UNE CROISSANCE MONDIALE EN PETITE FORME

Globalement, la croissance de l'économie mondiale n'a pas connu en 2014 d'accélération significative. Elle s'est fixée à + 3,4 %, un taux identique à celui enregistré en 2013. Pour l'année 2015, elle ne serait que très légèrement supérieure, + 3,5 %. Un regain est attendu pour l'année suivante, puisque le FMI table sur une croissance de l'économie

mondiale de + 3,8 % en 2016. Ces évolutions montrent que les séquelles de la crise de 2008-2009 demeurent actives, notamment du fait de l'endettement élevé qui caractérise les ménages, les entreprises et les Etats dans certaines régions du monde, et en raison de la fragilité persistante des banques. Une reprise poussive en quelque sorte, soulignant le poids de l'incertitude qui distingue désormais l'économie mondiale¹. Ce qui retient l'attention de l'observateur de la vie économique a trait à l'affaiblissement des pays émergents qui, durant la grande récession, avaient tiré vers le haut la croissance mondiale. Tel n'est plus le cas depuis près de cinq ans. Dans les pays d'Amérique latine, la croissance

ne serait que de 0,9 % en 2015, le Brésil étant d'ores et déjà entré dans la récession. La croissance se fixerait dans ce pays à - 1 % en 2015 et serait d'à peine + 1 % en 2016. Ce ralentissement parfois prononcé des économies émergentes s'explique, d'une part par la diminution des prix des produits de base, celui du pétrole constituant un facteur décisif dans l'affaiblissement des performances économiques et dans la croissance potentielle de pays comme la Russie, le Venezuela, les pays arabes, et, d'autre part, par le processus de transition économique manifestement enclenché en Chine. Le surinvestissement de ces dernières années en Chine bute désormais sur plusieurs contraintes, en particulier les débouchés extérieurs, la rentabilité du capital, l'endettement, et la pression environnementale. Signe qu'un ralentissement est bien à l'œuvre en Chine, les importations ont diminué de 17 % en rythme annuel entre avril 2014 et avril 2015.

Plus globalement, plusieurs paramètres pourraient affaiblir davantage la croissance potentielle des pays ●●●



LES PAYS ÉMERGENTS, DÉSORMAIS EN FAIBLE CROISSANCE OU EN RÉCESSION, COMME LE BRÉSIL, NE TIRENT PLUS VERS LE HAUT LA CROISSANCE MONDIALE.

© Galina Savina Fotóia

1 - Cf. N. Bloom, M. A. Kose et M.E. Terrones [2013], «Le poids de l'incertitude», Finances et Développement, Mars, p. 38-41.



LA DIMINUTION DU PRIX DU PÉTROLE DU PÉTROLE CONSTITUE UN FACTEUR DÉCISIF DANS L'AFFAIBLISSEMENT DES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET DANS LA CROISSANCE POTENTIELLE DE PAYS COMME LA RUSSIE, LE VENEZUELA, LES PAYS ARABES MAIS PERMET DE DESSERRER LA CONTRAINTE FINANCIÈRE LIÉE À L'IMPORTATION DE RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DE PAYS COMME LA FRANCE.

●●● émergents, et apporter un risque supplémentaire pour le monde : vieillissement des populations, ralentissement de l'accumulation de capital et baisse de la productivité.

DES PERSPECTIVES FAVORABLES

A brève échéance, deux facteurs sont en mesure d'enrayer la dégradation de la croissance dans le monde. Il y a d'abord l'effondrement du prix du baril de pétrole (figure 1). Elle a constitué une bonne surprise, mal anticipée, mais elle permet de desserrer la contrainte financière occasionnée par les importations de barils pour les pays importateurs. Pour ces derniers, dont la France, le gain entraîne une réallocation de la richesse nationale respective, suscitant des dépenses supplémentaires bénéfiques pour la croissance. En contrepartie, les ressources tirées des exportations des pays producteurs de pétrole ont diminué, les obligeant à puiser dans leurs réserves financières pour continuer à soutenir leur propre croissance. Le cours du baril semble opérer une remontée en ce printemps 2015, se situant aux alentours de 60-65 dollars à la mi-mai.

L'autre facteur a trait aux variations de la parité de l'€ par rapport au dollar. Depuis la fin de l'année 2014, elles ont été à la fois mieux anticipées et significativement prononcées (figure 2). Elles sont imputables à un processus de forte différenciation des politiques monétaires pratiques dans le monde, puisque la Federal Reserve américaine sort progressivement d'une démarche de *Quantitative Easing*, alors que la Banque Centrale Européenne l'a déclenchée récemment. Les injections de liquidités dans les circuits bancaires et financiers par la BCE ont pour double objectif de stopper la dérive déflationniste qui menaçait la zone euro et de contribuer ainsi à affaiblir l'€ avec l'espoir de stimuler la compétitivité-prix des exportations des pays membres de cette zone.

La forte dépréciation de l'€ par rapport au dollar a eu une répercussion positive sur les exportations françaises de produits agricoles et alimentaires, durant le premier trimestre 2015. Alors que le début de l'année avait été poussif, les exportations se sont redressées en direction des pays tiers, à la faveur de ces variations monétaires. Les ventes sur pays tiers ont en effet augmenté de +5,5 % au premier trimestre 2015 par rapport à la même période en 2014.

Prix du pétrole (Brent)



Cours de l'euro en dollar



135 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : la Dépêche - le Petit Meunier

© Zeng Fotolia.com



© Herebeck Fotolia

LA FORTE DÉPRÉCIATION DE L'EURO PAR RAPPORT AU DOLLAR A EU UNE RÉPERCUSSION POSITIVE SUR LES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES, DURANT LE PREMIER TRIMESTRE 2015.

Rien qu'en mars, l'accroissement des exportations agroalimentaires atteint +17,3 %, qui compense la baisse cumulée de janvier et de février. Asie, Moyen-Orient, États-Unis, sont les principales zones sur lesquelles les exportations ont été les plus dynamiques. Plus généralement, la baisse du prix du pétrole combinée à celle de l'euro, explique que les prévisions de croissance pour la France aient été révisées à la hausse.

L'INCERTITUDE RADICALE EN TOILE DE FOND

Selon le FMI, la combinaison de ces forces divergentes joue dans le sens d'une légère amélioration de la conjoncture économique mondiale, au regard du poids des États-Unis et de l'Union européenne. Les risques économiques, encore élevés l'an dernier, se sont réduits depuis le début de l'année 2015. C'est le cas dans la zone euro, qui était au bord de la déflation il y a encore quelques mois. Toutefois, le panorama dressé par le FMI converge avec d'autres exercices de prévision dans le registre de l'incertitude. Outre les risques économiques,

liés en particulier pour la zone euro à la persistance de la crise grecque et à ses répercussions potentielles sur la stabilité des marchés financiers, ce sont les risques géopolitiques qui préoccupent les observateurs.

L'Ukraine d'abord, foyer de tensions qui a déjà eu des conséquences significatives sur l'activité économique, avec la décision russe d'instaurer un embargo sur les importations de produits agricoles et alimentaires en provenance d'Europe, des États-Unis, d'Australie, du Canada, de Norvège. Cet embargo était prévu pour un an. Le Moyen-Orient ensuite. Si cette seconde source de tensions internationales n'a pas encore eu de répercussions systémiques sur l'économie mondiale, elle constitue un facteur potentiel de déstabilisation. Olivier Blanchard semble avoir raison. L'économie mondiale est animée par des forces d'une complexité extrême. ●

Thierry POUCH

Chambres d'agriculture France
Direction économie des agricultures et
des territoires